

ACTION URGENTE

GUBAD IBADOGHLU PRIVÉ D'UNE OPÉRATION URGENTE

Le célèbre économiste azerbaïdjanais Gubad Ibadoglu, qui est maintenu en résidence surveillée pour des accusations forgées de toutes pièces, n'est pas autorisé à quitter l'Azerbaïdjan pour recevoir des soins de santé urgents et vitaux. Selon sa famille, ses problèmes cardiaques se sont aggravés au point que sa vie est en danger et il ne peut pas obtenir la prise en charge nécessaire dans le pays.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ilham Aliyev
Président de l'Azerbaïdjan
19 Istiqlaliyyat Street
Baku AZ1066, Azerbaïdjan
Courriel : office@pa.gov.az

Monsieur le Président,

Je vous écris pour demander que Gubad Ibadoglu, universitaire de premier plan et militant politique, soit libéré immédiatement sans condition et autorisé à se rendre à l'étranger pour accéder aux soins médicaux urgents dont il a besoin.

Gubad Ibadoughlu souffre de multiples problèmes de santé, notamment d'un anévrisme aortique – une grave affection cardiaque qui continue de se dégrader pendant son assignation à domicile, à l'origine de vives douleurs thoraciques et d'un essoufflement. Selon sa famille, des examens médicaux qu'il a subis récemment montrent une aggravation de ses problèmes cardiaques présentant un risque pour sa vie et nécessitant des soins ou une intervention chirurgicale de toute urgence. Ses proches ont également fait savoir qu'ils ne trouvent pas d'hôpital en Azerbaïdjan qui pratique l'opération dont il a besoin.

Gubad Ibadoughlu a été arrêté le 23 juillet 2023, vraisemblablement en représailles de son travail de lutte contre la corruption et de ses critiques à l'égard des autorités azerbaïdjanaises. Le 22 avril 2024, il a été extrait du centre de détention où il était incarcéré jusqu'alors pour être placé en résidence surveillée. Il continue de faire l'objet de poursuites motivées par des considérations politiques et d'une interdiction de sortie du territoire, qui l'empêche de quitter le pays et de retrouver ses proches, tous exilés actuellement.

Je vous appelle à rendre immédiatement sa liberté à Gubad Ibadoughlu et à veiller à ce que son interdiction de voyager soit levée sans délai pour lui permettre de recevoir les soins médicaux dont il a besoin à l'étranger. Je vous demande également de faire en sorte que toutes les accusations forgées de toutes pièces retenues contre lui soient abandonnées et de mettre fin à l'utilisation abusive du système de justice pénale en Azerbaïdjan pour cibler les personnes qui critiquent le gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Gubad Ibadoglu est un économiste et militant politique azerbaïdjanais de renom. Il est le président du Mouvement pour la démocratie et la prospérité de l'Azerbaïdjan, créé en 2014 et que les autorités azerbaïdjanaises ont arbitrairement refusé d'enregistrer en tant que parti politique. Il a été chercheur invité à la London School of Economics et a dirigé l'Economic Research Center, une ONG ayant effectué des recherches sur la gestion des finances publiques, la bonne gouvernance et la transparence budgétaire. Les autorités azerbaïdjanaises ont arbitrairement fermé l'Economic Research Center et gelé ses comptes bancaires en 2014, dans le cadre d'un renforcement des restrictions imposées à la société civile du pays. Gubad Ibadoglu a pris le chemin de l'exil politique en 2017, mais il est revenu en Azerbaïdjan en 2023 pour rendre visite à sa famille.

Le 23 juillet 2023, des policiers ont arrêté Gubad Ibadoglu et son épouse, Irada Bayramova, alors qu'ils se rendaient en voiture à Sumgayit, une ville située à une quarantaine de kilomètres de la capitale, Bakou, pour rencontrer des jeunes militant·e·s du Mouvement pour la démocratie et la prospérité de l'Azerbaïdjan. Quatre voitures banalisées ont encerclé leur véhicule et l'ont forcé à s'arrêter en le percutant à l'avant et à l'arrière.

Selon leur enfant, Zhala Bayramova, 20 agents en civil « les ont forcés à sortir de leur voiture et les ont agressés physiquement, puis les ont contraints à monter dans des voitures séparées et les ont conduits devant l'Unité de lutte contre le crime organisé du ministère de l'Intérieur à Bakou ». Après avoir été libérée le soir même, Irada Bayramova présentait plusieurs hématomes sur les bras, les jambes et le dos. Gubad Ibadoglu a porté plainte contre les mauvais traitements qu'ils ont subis, allégations qui sont restées lettre morte.

D'après la déclaration officielle faite par le ministère azerbaïdjanais de l'Intérieur le même jour, l'arrestation de plusieurs personnes, dont Gubad Ibadoglu, s'inscrivait dans une opération contre les partisan·e·s de Fethullah Gülen, dignitaire religieux turc en exil que les autorités turques ont qualifié, avec ses sympathisant·e·s, d'« organisation terroriste ». La police aurait saisi 40 000 dollars des États-Unis en espèces, entre autres, dans les bureaux de l'Economic Research Center. Elle a également perquisitionné le domicile de Gubad Ibadoglu et d'Irada Bayramova et brièvement détenu le frère de Gubad Ibadoglu, Gabid Baymalov.

Le 22 avril 2024, Gubad Ibadoglu a été extrait du centre de détention où il était incarcéré jusqu'alors pour être placé en résidence surveillée. Son avocat estime que cette décision a été prise au vu de la dégradation de son état de santé et de l'absence d'examens et de soins médicaux disponibles au centre de détention. Ses proches ont indiqué que Gubad Ibadoglu souffre de multiples problèmes de santé, dont des troubles cardiaques, un diabète de type 2, une maladie rénale et de puissantes douleurs lombaires, et que son état de santé se détériore rapidement. Selon eux, bien que sa glycémie et son état de santé général se soient considérablement aggravés, il n'a pas passé les examens médicaux nécessaires en vue de déterminer les causes et d'établir un plan de traitement adapté.

Le 23 octobre, la famille de Gubad Ibadoglu a indiqué à Amnesty International que des examens médicaux qu'il a subis récemment montrent une détérioration régulière et une aggravation de ses problèmes cardiaques présentant un risque pour sa vie et nécessitant des soins ou une intervention chirurgicale de toute urgence. Ses proches ont également fait savoir qu'ils ne trouvent pas d'hôpital en Azerbaïdjan qui pratique l'intervention chirurgicale spécialisée (réparation d'anévrisme aortique) dont il a besoin. Aux termes des conditions de son assignation à domicile, il ne peut pas quitter l'Azerbaïdjan, même pour raisons médicales.

Les poursuites injustifiées engagées contre Gubad Ibadoglu s'inscrivent dans la politique répressive menée par les autorités azerbaïdjanaises vis-à-vis des défenseur·e·s des droits humains, des personnes critiquant le gouvernement, des médias indépendants et de toute forme d'opposition. Les critiques à l'égard des autorités sont systématiquement réprimées, et celles et ceux qui osent défier le gouvernement sont visés par des accusations forgées de toutes pièces, des procès inéquitables et de longues peines d'emprisonnement. Amnesty International a déjà montré que les autorités azerbaïdjanaises ont cherché à débarrasser le pays de toutes les voix critiques en amont de grands événements internationaux que l'Azerbaïdjan accueillait. Il s'agit d'un schéma familier, notamment observé à l'approche de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP 29), que le pays accueillera en novembre 2024 à Bakou.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : azéri, anglais, russe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 décembre 2024

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Gubad Ibadoglu (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur55/7943/2024/fr/>